

Joan Mari Torrealdai - Entrevue

Quel souvenir avez-vous de votre détention?

Souvenir? Plus qu'un souvenir, c'est une expérience, un calvaire qui est encore très présent. Tout est dans ma mémoire et dans mon cœur, toute la douleur et la souffrance.

(Les Gardes Civils) sont entrés chez moi vers une heure et demie, dans la nuit du 19 au 20 février, comme Attila, en détruisant la porte avec leurs coups et en faisant beaucoup de bruit. Nous nous sommes levés tous les quatre (Torrealdai, sa femme et leurs deux enfants), affolés, et quand nous sommes arrivés en haut de l'escalier, une demi-douzaine de Gardes Civils étaient à l'intérieur et nous tenaient en joue avec leurs armes. Après, les autres sont entrés. Je ne sais pas combien ils étaient. Beaucoup. Je leur ai dit qu'il devait y avoir un malentendu, mais ils m'ont répondu que non, et ils m'ont montré les papiers du juge.

Ils ont emmené ma femme et mes enfants (de 12 et 10 ans) au salon, et ils m'ont laissé à part, pour la fouille. Il y avait une douzaine d'hommes pour la fouille. Pendant quatre longues heures, ils ont regardé, mis en désordre, et pris et emporté par centaines mes papiers personnels, mes dossiers, mes recherches. Ils n'ont rien respecté, même pas les documents de ma femme. Quand ils ont fini, j'ai à peine pu dire au revoir à ma femme et à mes enfants. Depuis, la panique dans les yeux de mes enfants me poursuit. Il faut être mauvais de l'intérieur pour demander à un père qu'on a fait sortir de la maison, la nuit, les mains attachées comme un malfaiteur, si je n'étais pas inquiet de l'image que mes enfants auraient de moi, parce que je leur avais dit au revoir très froidement. C'est un des agents en civil qui m'a porté ce coup.

Comment s'est déroulée la fouille de Jakin?

Là, ils n'ont pas enfoncé la porte, puisque je leur ai donné la clé. Il y avait plus de vingt agents là-dedans, dans les bureaux et dans les couloirs, d'un côté et de l'autre. J'étais le seul qui devait rester tranquille. Quelle destruction ils ont faite! Ils ont démonté et vidé certains ordinateurs, ils en ont emporté d'autres. Ils ont mis en désordre ce qui était en ordre, ils ont fouillé toutes les armoires et dans tous les coins, ils ont saisi des papiers et des documents par milliers. Sans aucun respect, sans rien préciser ni décrire. Je me suis plaint, mais en vain. À peu près sept heures là-bas. Je voyais comme dans un film comment ils détruisaient ma vie et mon travail professionnel, mes recherches, mon avenir. Et moi, là-bas, je ne pouvais plus me tenir debout. Je leur ai demandé de n'emporter que la documentation d'Egunkaria, mais non, ils ont tout pris, mes papiers personnels, les papiers de Jakin, tout ce qu'ils trouvaient. Même des originaux de Martin Ugalde.

Et de Jakin nous sommes passés, et ils m'ont fait passer, aux bureaux d'Euskalgintza Elkarlanean Fundazioa (Fondation qui englobe les principales maisons d'édition et distributeurs de livres et disques en basque), après avoir forcé la porte. A ce moment-là eux aussi étaient fatigués et ils ont moins fouillé, mais ils ont emporté beaucoup de choses, tout ce qu'ils trouvaient. Je leur ai dit et redit que je n'avais rien à voir avec le bureau d'EEF, mais en vain. Ils ont dit que le décret les y autorisait et c'était tout.

De Jakin ils vous ont emmené à Madrid, n'est-ce pas?

Tout d'un coup, moi qui suis plus dangereux que Ben Laden, ils m'ont attaché les mains, fait courber la tête, mis dans une voiture et à Madrid. Comme ça, les mains attachées, les yeux fermés, sans possibilité d'aller aux toilettes (bien que je leur aie demandé trois fois), ils me faisaient parler. Je leur ai dit deux fois que j'étais fatigué et que je voulais juste rester sans parler, mais ils ne m'ont pas laissé.

Je leur ai demandé pourquoi ils m'emmenaient et pourquoi de cette façon, car je ne laisse même pas mes enfants jouer avec des armes en jouets. Celui qui avait l'air le plus méchant m'a répondu

durement et sèchement: "Certaines armes tuent plus que des pistolets". Je lui ai demandé : "C'est de moi que vous parlez?", et je me suis tu.

Ensuite il y a eu les jours où vous avez été en incommunication. Saviez-vous qui d'autre était arrêté?

Je ne savais même pas où ils m'avaient mis. En enfer, ça oui. On m'a dit en prison que nous avions été à la Direction Générale de la Garde Civile. Ils m'ont mis dans ce trou noir vers le milieu de l'après-midi. On dit que Dieu, à la création du monde, a séparé le jour de la nuit. Les Gardes Civils faisaient se ressembler le jour et la nuit, c'était toujours la nuit dans cette cellule sombre et noire.

Je n'avais de nouvelles de rien ni de personne, je ne savais pas si j'étais le seul à avoir été arrêté ou s'il y en avait d'autres. Il y avait des gens dans les cellules d'à côté et ils en ont fait entrer d'autres plus tard, mais je ne savais pas qui. À un moment j'ai entendu la voix de Txema Auzmendi (Secrétaire du Conseil d'Administration d'Egunkaria, Sous-Directeur de Radio Popolar à San Sebastián et Jésuite). Nous étions deux. Le deuxième jour ou le troisième, j'ai reconnu les voix d'Iñaki Uria (Conseiller-Délégué d'Egunkaria, encore en prison) et de Martxelo Otamendi (Directeur du journal, torturé et remis en liberté), durant les interrogatoires. Bien que nous ayons été cinq dans un espace réduit, je n'ai eu de nouvelles de personne. Je l'ai su en prison. La terreur régnait là-bas, un silence mortel.

Comment avez-vous été traité?

Ils m'ont emmené pour être interrogé le soir ou la nuit même où j'ai été arrêté. Les yeux bandés, tremblant, terrorisé. Debout, les mains contre le mur, les jambes écartées vers l'arrière. C'est là que les questions ont commencé. Et avec les questions, les coups, sur la tête, sur le dos, après m'avoir enlevé mon pull et ma chemise. Ils m'ont frappé avec une règle ou quelque chose comme ça entre les jambes et dans les parties. Je ne sais pas si cela s'est passé lors du premier interrogatoire ou des suivants, car j'ai été dans la même situation environ six fois.

Ils m'ont aussi mis un plastique devant l'oreille et ensuite ils l'ont fait passer le long de mon bras, en faisant du bruit, et en me demandant si je savais ce que c'était. Quand je n'avais plus de force dans les mains et que je ne pouvais plus rester debout, ils m'ont laissé m'asseoir. Une fois, la première fois, peu de temps. Ils m'ont dit que comme je ne collaborais pas, le traitement de faveur était fini, et à partir de là j'ai dû rester debout. Ils m'ont emmené à la cellule et là encore ils m'ont mis debout, sans possibilité de me coucher. Que c'est dur d'avoir les yeux bandés et de devoir rester contre le mur, en se demandant quand le coup va venir! Vous avez peur, vous êtes engourdi, tremblant. Et encore plus quand ils font exploser des pétards derrière vous.

Alors que j'étais dans cette situation, question sur question, des cris et des hurlements dans les oreilles, en demandant des réponses: "Oui ou non". Et surtout des insultes, des menaces, des mensonges: j'étais je ne sais quoi (je ne veux pas le dire), je ne pourrais plus aller à la montagne parce qu'ils allaient me détruire les genoux, mes amis m'avaient accusé et vendu, j'avais de la chance parce que j'allais pouvoir sortir de prison à 70 ans (Torrealdei a 60 ans), ils savaient où étaient mes enfants, ils allaient faire venir ma femme, Martin Ugalde était mort (Martin Ugalde, 82 ans, Président d'Honneur d'Egunkaria, ex-Conseiller du Gouvernement Basque en exil, écrivain et journaliste, est atteint de la maladie d'Alzheimer) et sa femme Anamari avait été emmenée à l'hôpital. Le jour suivant, ils m'ont dit que Martin avait été enterré. Et moi je les ai cru.

Quelle attitude avez-vous adoptée?

Je n'étais pas capable de répondre à la majorité des questions, parce que je ne connaissais pas les données ou parce que je les avais oubliées. Et, comme je l'ai avoué plus tard devant le juge, j'étais complètement bloqué, mentalement et psychologiquement. C'était eux qui me donnaient les noms et

les données, et à force de les répéter je les ai appris par cœur. Ils m'ont fait répéter les réponses quinze ou vingt fois, je ne sais pas. Je ne savais pas ce qu'ils cherchaient. Je ne voyais pas de mal ni dans les questions, ni dans les réponses. Après je me suis rendu compte de ce qu'ils faisaient, et pourquoi: j'étais en train d'apprendre la déclaration par cœur, et ils essayaient de me faire incriminer le monde culturel basque.

Ils vous ont fait faire la déclaration devant la police, n'est-ce pas?

Quand ils m'ont emmené en haut, je ne savais ni où j'allais ni pourquoi. Je croyais qu'ils m'emmenaient devant le juge, pauvre de moi. Il y avait deux hommes d'un côté et une femme derrière. Ils m'ont fait rentrer là-dedans après m'avoir enlevé ce que j'avais sur les yeux. Ils m'ont dit que c'était l'avocate qui était derrière, mais que je ne pouvais pas lui parler car j'étais en état d'incommunication. J'ai fait la déclaration, celle que j'avais apprise par coeur. Quand ils me l'ont donnée pour la signer, j'ai sorti de je ne sais où le peu de force que j'avais, et je leur ai dit que je voulais la lire et la corriger. Ça ne leur a pas du tout plu. J'ai fait quelques petites corrections, effrayé. Je ne sais pas s'ils les ont toutes notées ou pas. J'ai passé le reste de la journée terrorisé, en attendant le moment où ils allaient arriver à la cellule, me faire sortir et me battre pour me faire payer la trahison, car ils m'avaient dit que si je changeais quoi que ce soit, ils allaient me démolir. Mais non.

J'ai déclaré vers 5:30 du matin, après avoir passé 3 jours et 3 nuits sans dormir et sans un moment de repos, épuisé psychologiquement, dévoré par la peur.

Ceux qui sont sortis de prison ont souligné le fait d'avoir été terrorisés.

La peur comporte également des degrés dans cet enfer. De temps en temps, ce silence mortel s'interrompait. Ils commençaient les interrogatoires dans une salle voisine. J'entendais très fort les hurlements, les coups, les bruits de celui qui posait les questions. Pendant les trois premiers jours, trois ou quatre fois. Moi, j'étais terrifié. En prison on m'a dit que c'était peut-être des enregistrements. Je ne sais pas. J'avais peur chaque fois que j'entendais des pas, en me demandant s'ils venaient de nouveau me chercher, et encore plus quand ils ouvraient la serrure de la porte des cellules avec grand bruit, en m'imaginant ce qui pouvait arriver. Un agent est rentré au moins deux fois dans la zone des cellules en sifflant: "Eusko Gudariak gara" (Chanson du guerrier basque) et en prononçant des mots en basque. Je ne sais pas si c'est le même agent ou un autre qui a dit à un ou plusieurs d'entre nous "guerrier" en basque, ou "qu'est-ce que j'ai envie de t'attraper", à travers le judas de la porte.

Le silence s'est rompu d'autres fois et la peur s'intensifiait. Alors que je venais de rentrer, à environ deux cellules de la mienne, quelqu'un a commencé à se taper la tête contre le mur, en demandant qu'on le laisse en paix. Le gardien lui a dit qu'on ne frappait personne, alors qu'on entendait des coups réels ou enregistrés à ce moment-là. Il paraît que c'était Pello (Zubiria), mais je n'ai pas reconnu sa voix, il ne m'était pas venu à l'esprit que Pello puisse être là. Plus tard, je ne sais pas quand, ils ont ramené une femme de l'interrogatoire, en pleurs. De nouveau la terreur.

Que vous ont-ils demandé?

Ils ont exploré trois directions avec moi. Egunkaria, Elkar-Zabaltzen et le Gouvernement Basque.

En ce qui concerne Egunkaria, ils demandaient où étaient prises les décisions et comment le journal était financé. Moi je leur disais la vérité, ma vérité: toutes les décisions étaient prises par les organes propres et que le financement avait deux sources principales: les apports des citoyens et les subventions des pouvoirs publics. Je leur ai dit et redit qu'il n'y avait pas eu d'intervention ou de manipulation de l'extérieur et que, si j'avais eu le moindre doute là-dessus, je n'aurais pas moi-même continué une minute de plus à faire partie du projet. Je leur ai expliqué (mais en vain) que je me suis toujours occupé de projets culturels, éloignés même formellement de la politique.

J'ai remarqué qu'ils avaient très envie d'incriminer et de porter un coup à Elkar-Zabaltzen. Et, en passant, au Parc Culturel Martin Ugalde (siège d'Egunkaria et de beaucoup d'autres organismes qui luttent en faveur de la langue basque).

Ils ont également une explication en ce qui concerne les subventions du Gouvernement Basque: le Gouvernement Basque finance l'ETA en aidant Egunkaria et aussi en aidant les ikastolas (écoles en langue basque).

Leur mode opérationnel est sans faille: toute personne qui est pour un Pays Basque bascophone renforce la stratégie de l'ETA. Je leur demandais "Pourquoi?" C'est très clair : est-ce que l'ETA ne veut pas un Pays Basque indépendant, socialiste, uni et bascophone? Le monde culturel basque correspond à ce dernier point et le Gouvernement Basque aussi. Je n'exagère pas...

Quelle lecture faites-vous de l'opération contre Egunkaria?

On peut faire beaucoup de lectures: électorale, politique, idéologique. Elles sont toutes valables. Mais surtout, à mon avis, la lecture de qui défend le basque. Ils ont frappé le cœur du monde culturel basque, car Egunkaria n'est pas seulement Esukaldunon Egunkaria (le journal). Cela a été, cela est, et espérons-le, cela sera une des plus grandes forces de cohésion du monde culturel basque, la clé de voûte, formatrice et informatrice, le germe qui a traité et formé la culture basque comme un domaine propre et autonome. Ils ont fermé Egunkaria alors même qu'il n'avait jamais été aussi fort. En même temps qu'Egunkaria, c'est le monde culturel basque qu'ils ont attaqué, car c'est la garantie et la base primordiales d'un Pays Basque bascophone. Tout le reste, ce sont des excuses, des excuses bon marché.

Ils ont frappé Egunkaria de front, mais ils en ont touché d'autres, pour le moment en tout cas: Jakin, Argia, Euskalgintza Elkarlanean Fundazioa, Radio Popular, la Fédération d'Ikastolas-Partaide. Il y a un plan plus précis derrière ce coup de filet, j'en suis sûr.

Et la réponse?

Extraordinaire. Pour nous qui sommes prisonniers, cela a été formidable, une bouffée d'oxygène, et j'espère qu'il en sera ainsi pour les travailleurs d'Egunkaria et tous ceux qui le soutiennent. Mais vous savez, je ne fais pas confiance aux mouvements d'enthousiasme. Je pense au lendemain. Je suis toujours préoccupé par le silence qui succède au bruit. Cette fois, pour le moment, je n'ai pas de raison de m'inquiéter, c'est vrai. Vu de ce trou, il me semble qu'en voyant l'attitude des acteurs sociaux, politiques, syndicaux, cette fois-ci les Basques ont compris quelle est la profondeur de l'attaque. Les gens ont compris, heureusement, qu'une réponse unie et durable est nécessaire, sinon c'est fini pour nous, ils vont tous tomber les uns après les autres, comme nous sommes tombés.

Qu'avez vous ressenti en lisant Egunero?

De la joie et de la tristesse, les deux à la fois. De la joie, à cause de la réponse instinctive et puissante que vous avez eue. Et à cause du contenu. Merci beaucoup de vous être souvenus de nous. Félicitations! Une profonde tristesse, par contre, en voyant ce à quoi nous en sommes réduits. Esukaldunon Egunkaria était un journal normalisé, standard, un journal complet et un bon journal. Le mal est fait et on ne peut pas revenir en arrière. Heureusement, nous ne sommes pas dans les années 90, nous sommes beaucoup mieux préparés, nous avons de l'expérience: nous savons, vous savez, ce qu'est Egunkaria et comment on fait un journal. Maintenant le nouveau journal est entre vos mains.

Comment avez-vous vécu la période passée en prison?

Au début, après avoir été en enfer, cela m'a semblé être le paradis. Je suis en train de m'y faire petit à petit, je n'ai pas le choix. Nous sommes attachés par une courte chaîne et nous avons laissé derrière tout ce qui nous est cher: la famille, les amis, le travail, la montagne, notre terre, notre pays. Ici il n'y a

que mon corps. Ma tête et mon coeur sont là-bas.

Avez-vous quelque chose à ajouter?

Oui, en plus de l'histoire d'Egunkaria, il y a aussi, certainement, l'histoire personnelle de chacun. Ils m'ont fait très mal, à moi-même bien sûr, mais aussi à ma famille, surtout aux enfants. En prenant en otage des milliers de documents, ils ont effacé ma mémoire historique, ils ont remis en question mon avenir professionnel et ils l'ont coupé net. En me traitant d'une manière inhumaine, en plus, ils m'ont criminalisé sur la place publique, ils ont abaissé et sali mon honneur personnel et professionnel. Sans aucune preuve. C'est dur pour quelqu'un qui a toujours essayé de protéger le basque et la culture basque de se voir plongé dans cette vague de saleté. Quel sorte d'État est-ce? Quelle justice? Cela fait environ deux semaines que je suis en prison et je n'ai pas oublié un seul moment de ce qui est arrivé, vous pouvez me croire. Comment oublier les moments les plus durs de ma vie?